



1^{er} mai 2015 – Hambourg - Intervention de Sophie BINET, dirigeante confédérale de la CGT

Chers camarades,

Je tiens, au nom de la CGT, à vous remercier de l'invitation et je vous transmets les salutations fraternelles de tous les militants qui manifesteront aujourd'hui dans les 290 défilés que nous organisons en France.

Je suis très contente d'être à Hambourg aujourd'hui pour trois raisons

1- Fêter ensemble le premier mai

D'abord parce que cela nous permet de fêter ensemble les 125 ans du 1er mai.

Quand nous avons créé ensemble le premier mai, nous en avons fait une journée internationale des travailleurs. Nous nous sommes dit dès l'origine que le progrès social avait une dimension universelle et que le meilleur moyen d'obtenir des droits sociaux dans un pays était de créer des convergences dans tous les autres.

Cette dimension internationale, qui est au fondement du mouvement ouvrier, est très importante aujourd'hui: alors que la finance utilise la globalisation pour mettre en concurrence les travailleurs du monde, nous avons besoin de renforcer nos structures de coopérations internationales, et de les ancrer au plus près du terrain. L'expérience que vous avez ici à Hambourg avec Airbus en est un exemple.

Quand nous avons initié le 1er mai, à la fin du 19ème siècle, nous nous étions mis d'accord sur un mot d'ordre commun: la journée des 8 heures. C'est ce qui a permis de façon coordonnée dans l'ensemble des pays industrialisés d'enclencher le processus du progrès social et de la réduction du temps de travail, de permettre aux travailleurs de s'émanciper. C'est la raison pour laquelle en France, la CGT a décidé cette année de relancer une campagne sur la réduction du temps de travail. L'enjeu, c'est de « travailler moins, travailler tous et travailler mieux ».

- **Travailler moins** parce que c'est un levier majeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Si vous travailliez moins messieurs, cela vous permettrait de vous occuper des enfants et des tâches ménagères, ce qui nous donnerait la possibilité mesdames de travailler plus et d'accéder enfin à l'égalité professionnelle.
- **Travailler tous parce que** La fête du travail a lieu cette année alors que 25 millions de personnes en Europe, notamment des jeunes, sont au chômage, totalement privées de temps de travail. Réduire le temps de travail, c'est se donner comme objectif le plein emploi, c'est permettre à l'ensemble des travailleurs de retrouver leur dignité.

Nous souhaitons porter cette question de la réduction du temps de travail avec vous, à l'échelle européenne. C'est ce que nous avons fait lorsque la CGT des cadres a lancé sa campagne pour le droit à la déconnexion, s'appuyant sur les avancées que vous avez

obtenues dans certaines grandes entreprises de la métallurgie comme Volkswagen par exemple.

2- Parler ensemble d'Europe

La deuxième raison pour laquelle je me réjouis de votre invitation, c'est parce que cela nous permet ensemble, de parler d'Europe.

Je suis très touchée que votre initiative nous permette, entre représentants des travailleurs français, allemands et grecs, avec la présence de Manolis Glezos, de fêter les 70 ans de la paix. Après l'horreur des deux guerres mondiales, l'Europe a été construite pour garantir la paix dans la durée. L'actualité nous démontre malheureusement que la promesse des « pères fondateurs » est remise en cause par les modalités mêmes de la construction européenne.

La finance a fait un hold up sur l'Europe. Nous avons aujourd'hui malheureusement la preuve que l'austérité imposée nous enferme dans une impasse économique et conduit à des catastrophes sociales, mais aussi qu'elle menace directement la paix. Nous assistons à un rejet de l'Europe et à une montée du nationalisme très inquiétante dans de nombreux pays. En France, le Front National atteint des niveaux record, et rêve maintenant d'accéder au pouvoir, sans rien avoir perdu de ses orientations racistes et antisémites.

Nous faisons face aujourd'hui aux conséquences des choix géopolitiques engagés après le 11 septembre 2001 et du prétendu choc des civilisations. Ce qui est attaqué, par les terroristes comme par les réactionnaires, c'est la laïcité, la liberté d'expression et la diversité de nos sociétés. 4 millions de personnes se sont mobilisées en France le 11 janvier, après les attentats, pour refuser les amalgames et démontrer leur attachement à la République, mais cet état d'esprit est déjà fragilisé: le gouvernement français est en train de faire adopter une loi qui ressemble comme 2 gouttes d'eau au Patriot Act de Georges W Bush.

Alors que la Troika donne des leçons de rigueur à tous les peuples européens, et notamment aux grecs, la position du DGB est extrêmement importante pour empêcher que les salariés ne soient montés les uns contre les autres. Votre expression sur la Grèce a été très appréciée. Il nous faut travailler ensemble, avec la Confédération Européenne des Syndicats pour multiplier les initiatives de soutien aux grecs et obtenir que leur vote soit respecté.

Contrairement au débat binaire dans lequel veulent nous enfermer les libéraux et l'extrême droite, la question ce n'est pas pour ou contre l'Europe, c'est quelle Europe nous voulons. Seule l'action coordonnée de toutes les organisations syndicales européennes peut empêcher que l'on monte les travailleurs les uns contre les autres avec des politiques de dumping social. En France, les routiers se sont mobilisés pendant près d'un mois et ont obtenu une réglementation du "cabotage", ils ont obtenu que les chauffeurs routiers étrangers, soient au moins payés au salaire minimum français. Il nous faut renforcer notre action commune contre l'Europe du dumping social. Il nous faut nous coordonner pour défendre une Europe des peuples, et des droits sociaux et environnementaux. Pour obtenir un salaire minimum dans chaque pays européen, pour gagner l'égalité des droits des travailleurs nationaux et des travailleurs détachés...

Nous avons besoin au niveau européen de multiplier les revendications concrètes, à l'image de ce que nous avons fait sur le plan d'investissement européen. Notre plan d'investissement est non seulement un levier pour construire une Europe du plein emploi mais aussi une réponse au drame qui a lieu chaque jour en Méditerranée avec la mort de milliers de migrants. Il est temps de répondre à cet immense besoin de solidarité en mettant en place une politique de coopération Europe/Afrique et un plan d'investissement sur l'accès aux biens collectifs, comme l'eau, la santé ou encore l'énergie.

Les gouvernements, reprenant les revendications du patronat, nous enferment dans une logique de compétitivité coût en faisant de la baisse du "coût du travail" une priorité. Ceci conduit à nous mettre tous en concurrence et à tirer les salaires vers le bas partout en Europe.

Les salaires et retraites ont baissé dans des proportions variant entre 20 et 30% en Grèce, en Espagne, au Portugal et aussi en Roumanie, en Hongrie, dans les pays baltes. De façon générale, la couverture par convention collective ne cesse de diminuer en Europe.

En France, pour baisser le "cout" du travail, le gouvernement multiplie les exonérations d'impôts et de cotisations sociales pour les entreprises sans aucune évaluation ni condition de résultat. Du coup, il n'y a plus d'argent pour financer les services publics, les infrastructures ou des investissements d'avenir. A cela s'ajoute l'évasion fiscale, qui profite aux multinationales et aux ultra riches. Cette évasion fiscale n'est pas liée à des paradis fiscaux exotiques, elle est organisée au cœur de l'Europe, notamment par le Luxembourg, le pays dont M. Junker, le président de la commission européenne, était premier ministre. Ainsi, les richesses que nous créons par notre travail sont captées par la finance.

L'impasse de ce modèle Low cost a été dramatiquement démontrée par l'accident de Germanwings. Alors qu'un pilote de ligne en Europe sur 6 est maintenant intérimaire, c'est l'affaiblissement des normes de formation et de suivi sanitaire qui ont contribué à ce drame. Dommage que les pilotes de la Luftansa n'aient pas été entendus plus tôt...

Alors que nous nous battons contre ce modèle low cost, les mobilisations salariales que vous avez initiées et le salaire minimum que vous venez d'obtenir sont pour nous très importants. Ils nous permettent de démontrer que ce que l'on présente comme étant à l'origine du modèle allemand, les réformes Hartz, sont au contraire ce qui a cassé les régulations et les compromis sociaux construits après guerre et ce qui a ouvert le modèle allemand à la financiarisation. Dites vous bien que quand vous réussissez à gagner une augmentation de salaire dans un secteur, c'est l'ensemble des travailleurs européens que vous aidez à défendre leurs droits. Il nous faut renforcer notre coopération à l'échelle européenne, renforcer la Confédération Européenne des Syndicats et l'unité syndicale en Europe.

3- Construire ensemble le syndicalisme du 21e siècle

La 3ème raison pour laquelle je suis contente d'être parmi vous aujourd'hui, c'est parce que je crois que nos démocraties sont à un tournant qui exige de nouvelles réponses du syndicalisme international.

D'abord il nous faut trouver les réponses à la montée de la précarité et à la dualité du salariat qui est organisée pour opposer et diviser les salariés.

Dans nos secteurs d'implantation historique, nous avons réussi à protéger l'emploi stable et les statuts. Sauf que ces statuts sont attaqués de l'extérieur, par le dumping social qui est organisé à tous les niveaux, entre donneur d'ordre et sous-traitants, salariés titulaires et intérimaires, salariés nationaux et travailleurs détachés...

Vous vous mobilisez contre les minijobs et la précarité, qui touche notamment les femmes et les jeunes. Nous avons les mêmes préoccupations. Il nous faut, comme vous l'avez fait avec le salaire minimum, renforcer les droits au niveau interprofessionnel. La CGT porte un projet de sécurité sociale professionnelle, de façon à ce que l'ensemble des actifs, quelque soit leur situation, bénéficient d'une protection sociale, d'un accès à la formation professionnelle, d'un salaire en fonction du niveau de qualification... De même, il faut refonder l'entreprise, faire primer le collectif de travail sur les actionnaires, créer des liens de solidarité et de responsabilité commune entre donneur d'ordre et sous-traitant... L'enjeu est donc de renforcer nos capacités d'action au niveau interprofessionnel et notre faculté à rassembler les salariés avec de nouvelles solidarités.

Le 2^e enjeu, c'est la question de la démocratie et du renforcement du syndicalisme.

Nos démocraties, construites après-guerre sur les cendres des totalitarismes, sont fragilisées comme jamais par le mouvement de financiarisation de l'économie et de marchandisation du monde engagé depuis les années 80. Jamais les richesses et les pouvoirs n'ont été aussi concentrés: 1% de la population possède 50% des richesses mondiales.

Ce creusement des inégalités se fait parce que les contre-pouvoirs sont affaiblis, notamment les organisations syndicales. Nous avons en France, et je crois que c'est le cas dans de nombreux pays d'Europe, un énorme chantier de reconstruction et de rassemblement des organisations syndicales.

Nous sommes les leviers de résistance à cette logique de marchandisation du monde, nous sommes donc au cœur du rapport de force, notre indépendance dérange et est attaquée frontalement. Le parlement européen commence à débattre d'un projet de directive très dangereuse, sur le secret des affaires. La définition très floue du secret des affaires fait que cela peut concerner tout type d'information: Toutes les informations qui sont aujourd'hui transmises aux représentants des travailleurs, ce qui nous empêchera de les transmettre aux salariés et à la presse. Les procédés de fabrication d'un médicament ou d'un matériaux, ce qui empêchera les lanceurs d'alerte et la presse de dénoncer un scandale sanitaire, comme l'amiante par exemple.

Cette directive remet en cause la liberté de la presse et la liberté syndicale, elle fait primer l'intérêt des multinationales sur l'intérêt général. Nous avons donc lancé un appel européen pour informer et mobiliser les citoyens. L'appel est signé par le président de la CES et 65 organisations syndicales et ONG de 10 pays différents, nous espérons pouvoir travailler avec le DGB sur cette question, comme nous le faisons sur le TAFTA.

S'il nous faut être lucides sur les logiques à l'œuvre, il nous aussi faut être conscients de notre force. L'oligarchie mondiale concentre toujours plus de pouvoirs mais est très minoritaire, nous sommes les 99%.

Du fait de la financiarisation de l'entreprise, les salariés ne sont plus associés aux choix stratégiques. Nous sommes malheureusement précurseurs en France, car le lobby bancaire pèse très lourd, et que les syndicats ont peu de possibilités d'intervention sur le fonctionnement de l'entreprise. Votre modèle est fragilisé, mais grâce aux droits d'intervention dont vous disposez, vous pouvez encore imposer des logiques de long terme, privilégier l'investissement au lieu des dividendes. Chez nous c'est difficile.

En France, le travail est de plus en plus soumis à des objectifs de rentabilité de court terme dictés par les actionnaires. Le travail est vidé de son sens, on demande aux salariés d'agir à l'opposé de leur éthique professionnelle. Au delà du statut que nous revendiquons pour les lanceurs d'alerte, nous voulons permettre aux salariés de disposer d'un droit de refus et d'alternative. L'enjeu c'est de permettre aux salariés de reprendre le pouvoir à partir de leur travail.

Du fait de la révolution numérique, les transformations s'accélèrent, mais ce qui est vrai pour le capital l'est aussi pour le travail. Notre responsabilité syndicale n'en est que renforcée. Nous avons la chance d'être organisés à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Nous avons la chance de pouvoir toucher et organiser les salariés au plus près. Nous avons la chance de pouvoir rassembler tous les salariés pour offrir un cadre d'action aux 99%. Il n'y a pas de petite victoire. Chaque avancée que nous obtenons dans un secteur est un point d'appui pour tous. A nous de reprendre le pouvoir face à la finance et d'imposer que les leçons de la crise soient enfin tirées. A nous d'inverser le cours des choses pour renouer avec le progrès social!